Google, nouvel acteur de l'information politique

OPINION Pour les élections fédérales 2019, la campagne PDC a innové. Vous utilisez Google pour chercher des informations sur le candidat X. Et, comme première occurrence, apparaît un site d'annonce, candidats2019.ch. Ce site internet, sponsorisé par le PDC, critique les positions du parti de X et propose les «vraies solutions» du PDC. Sans débattre de la pertinence, de l'aspect déplacé, ou de l'enveloppe budgétaire liée au modèle d'enchère pour les annonces Google, cette nouvelle stratégie de communication met en lumière un acteur prépondérant de nos (futures) campagnes politiques: Google.

L'information des citoyens est l'une des pierres angulaires d'une démocratie éclairée. Or, l'émergence d'internet a transformé l'acquisition d'informations durant une campagne. Ce nouveau média se caractérise par sa richesse d'information et la proactivité de l'utilisateur. Non seulement l'utilisateur-citoyen navigue dans un océan (presque) illimité d'information, mais cette information n'est plus «poussée» vers lui, mais c'est à lui de «tirer» l'information qu'il souhaite. En d'autres termes, il est impossible de se rendre au kiosque et de demander un journal qui parle du candidat X. Par contre, il est aisé de demander à internet de fournir des informations spécifiques sur le candidat X. Pour une telle requête, Google agit comme une boussole qui permet à l'utilisateur-citoyen de s'orienter dans cette surcharge d'information *(information overload)* et d'obtenir les informations souhaitées. Google filtre, hiérarchise et personnalise la liste de sources d'information proposée à l'utilisateur. Les sources d'information sont ainsi classées de la plus pertinente à la moins pertinente (selon les algorithmes) pour chaque utilisateur et chaque requête.

Les utilisateurs ont confiance en la capacité des algorithmes de Google à classer les résultats par pertinence, bien que personne ne connaisse leur logique exacte

D'aucuns déduiraient des gains informationnels substantiels dans une démocratie basée sur l'information de ses citoyens. Le tableau final doit cependant être nuancé. En effet, des recherches récentes indiquent que les utilisateurs sélectionnent uniquement les premières occurrences proposées par Google indépendamment de la pertinence de ces sources par rapport à la recherche initiale.

Ces recherches soulignent l'existence d'un effet de primauté *(primacy effect)* qui favorise le choix des éléments en tête de liste, et concluent que les utilisateurs ont fortement confiance en la capacité des algorithmes de Google à classer les résultats par pertinence, bien que personne ne connaisse la logique exacte de ces algorithmes.

Une expérience, menée par Année Politique Suisse, durant la récente campagne sur la réforme fiscale et financement de l'AVS (RFFA) (mai 2019), transpose ces conclusions au cas de la démocratie directe helvétique. En imitant une interface web identique au moteur de recherche Google, l'expérience a permis de montrer que les utilisateurs-citoyens choisissent statistiquement plus souvent les sources d'information en tête de liste indépendamment de leur pertinence. De plus, ils ne font que rarement défiler la barre de recherche pour atteindre les sources d'information qui se situent en dessous de la limite de l'écran. Une telle conclusion affaiblit l'argument de la richesse d'information d'internet. De plus, la personnalisation des sources d'information ouvre la porte à la création de «cocons d'informations» engendrés par des algorithmes de Google qui proposeraient aux citoyens uniquement ce qu'ils veulent lire ou entendre, sans ouvrir le débat à d'autres arguments. La question se pose: les algorithmes de Google doivent-ils être adaptés pour correspondre aux exigences informationnelles d'une démocratie éclairée?

Deuxièmement, si l'on revient à la stratégie de communication du PDC, l'expérience menée par Année Politique Suisse met également en évidence l'effet négatif d'une annonce Google sur la sélection d'une source d'information. L'expérience démontre qu'un contenu sponsorisé n'est que très rarement choisi, bien que classé en tête de liste. Une telle observation est rassurante d'un point de vue démocratique. Les acteurs politiques n'ont pas forcément intérêt à «miser» financièrement sur des mots-clés afin d'apparaître en tête de liste, car la mention «Annonce» impacte négativement les clics sur leur source d'information. Selon cette conclusion, le site candidats2019.ch a donc été cliqué de nombreuses fois non pas grâce à son positionnement dans la liste Google, mais véritablement grâce au buzz qu'il a engendré.

Et troisièmement, cette expérience indique également que seulement un tiers des participants s'informent régulièrement en ligne lors d'une votation. Un tel chiffre pose la question de l'impact véritable des campagnes via les canaux digitalisés. Si l'utilisation d'un maximum de canaux ne peut être que bénéfique, une concentration des efforts uniquement sur ces canaux pourrait ne pas porter ses fruits, puisque adressée à une clientèle encore restreinte. D'où la nécessité de trouver, pour encore plusieurs années, le bon équilibre entre campagne traditionnelle et campagne en ligne.

GUILLAUME ZUMOFEN
DOCTORANT À ANNÉE POLITIQUE SUISSE, UNIVERSITÉ DE BERNE

SUR LES BLOGS

L'accord de libre-échange avec le Mercosur va dans le mur
«L'accord de libre-échange avec le Mercosur soulève des questions. Les personnes touchées sur le terrain craignent que l'agro-industrie ne prenne encore plus de pouvoir. Et de mauvaises perspectives pour leurs droits humains», écrit sur son blog Isolda Agazzi, responsable du bureau romand d'Alliance Sud. A lire sur le site du «Temps» à l'adresse https://blogs.letemps.ch

Climat: pourquoi faire compliqué quand on peut faire simple?

PLANÈTE ÉCO **En quelques mois, l'opinion publique a évolué.** Un deuxième été étouffant, des cyclones dévastateurs, des glaciers qui régressent et l'incroyable mobilisation des jeunes; le message est désormais pris au sérieux. La prise de conscience est là, mais servira-t-elle à prendre les mesures nécessaires? On peut craindre que non. Le risque est grand que les bonnes intentions ne servent qu'à des évolutions plus cosmétiques et symboliques qu'efficaces.

Du côté de l'opinion publique, l'inquiétude amène naturellement chacun à vouloir faire quelque chose. Certains ne veulent plus utiliser l'avion ou deviennent végétariens, d'autres nous engagent à «changer de mode de vie» et prônent un nouvel ascétisme qui rejette les plaisirs de la vie moderne, remettant au goût du jour les vertus du bon sauvage. Du côté des gouvernements, la mode est aux engagements solennels à ne pas dépasser une augmentation de la température de plus de 1,5 ou 2°C ou à créer une économie zéro carbone en 2050. Bravo, mais comment? Cela ressemble aux plans soviétiques qui annonçaient de merveilleux objectifs de production sans expliquer comment ils seraient atteints, et ils n'étaient pas atteints. Le politiquement correct vert s'est emparé des débats nationaux. Les citoyens angoissés et leurs gouvernements dressent des catalogues de mesures. Chacun a son ennemi préféré: les voitures et les avions, les pertes thermiques des appartements, le traitement des déchets, la disparition des forêts, le méthane produit par les vaches, etc. C'est une panoplie de mesures censées venir à bout des gaz à effet de serre qui sont proposées, sans vraiment poser la question de leur efficacité et de leur coût. Qui paiera et combien? Mystère.

Quand l'émotion, même si elle est compréhensible, remplace le raisonnement, l'erreur n'est jamais loin. Nous sommes abreuvés d'exemples des effets dangereux du réchauffement climatique. Nous découvrons la complexité des mécanismes qui se mettent en place, que ce soit la chaîne alimentaire (déclin rapide des espèces animales et végétales) ou l'évolution du climat et la montée des eaux. C'est tout le système de la nature qui réagit, mobilisant les scientifiques dans plusieurs disciplines. Le foisonnement des symptômes encourage le flot des mesures. Mais la bonne stratégie est de s'attaquer aux causes, pas aux symptômes. Or, ce qui est extraordinaire dans ce cas, c'est que la cause est unique et simple: les émissions de carbone, plus précisément de CO_2. En supprimant un seul phénomène, on traite tous les symptômes, d'un seul coup. Et ce qui est encore plus extraordinaire, c'est que c'est très facile de réduire drastiquement les émissions de CO_2.

Pour cela, nous devons effectivement «changer la vie», tant ces émissions sont au cœur de tout ce que nous faisons quotidiennement. Il existe deux méthodes. L'une d'entre elles consister à réglementer, voire à interdire une multitude d'activités. C'est la méthode autoritaire, qui elle aussi rappelle l'approche soviétique. L'autre méthode, c'est celle des incitations. Il s'agit de décourager ces activités en les rendant onéreuses, très onéreuses. C'est tout bêtement la taxe carbone, qui frappe tout ce que nous consommons en proportion de son contenu en CO_2. Comme on ne peut pas changer la vie d'un seul coup, il faut une taxe qui soit basse au départ mais qui augmente progressivement jusqu'à atteindre le zéro carbone. Pourquoi donc cette solution, simple et à l'efficacité assurée, est-elle écartée? Parce qu'elle est efficace, la taxe carbone sonne le glas de quantité d'activités lucratives. Tous les lobbys le savent et font un travail de sape remarquablement influent. Ils s'appuient sur le fait que personne ne veut payer une taxe. Mais là encore, la solution est simple: il suffit de rendre aux citoyens ce qu'ils paient en taxe carbone. Simple, mais difficile à comprendre. Si on rend leur argent aux gens, la taxe ne sert plus à rien, n'est-ce pas? Pas du tout. Les produits carbonés deviendront de plus en plus chers. A pouvoir d'achat inchangé grâce à la redistribution de la taxe, les gens choisiront de consommer de préférence des produits et des services non carbonés. Ils changeront leur mode de vie spontanément, parce qu'ils y auront intérêt. Pas besoin de traiter les symptômes et d'interdire quoi que ce soit.

CHARLES WYPLOSZ

Eric Zemmour, autopsie d'un «venin» français

HEXAGONE EXPRESS

L'actualité oblige parfois les chroniqueurs à modifier leurs plans. L'idée de départ n'était donc pas de parler d'Eric Zemmour et du livre que l'historien Gérard Noiriel vient de lui consacrer: *Le Venin dans la plume* (La Découverte). Nous avions eu, avec *L'Ennemi* (Ed Grasset) – le livre de souvenirs que Georges Buisson a consacré à son père Patrick, ex-conseiller de l'ombre redouté (et redoutable) de Nicolas Sarkozy –, notre part d'intrigues et de conspirations dans l'univers de l'ultra-droite française. Puis l'incroyable tuerie de la préfecture de police de Paris, commise le 3 octobre par un informaticien de la direction du renseignement converti à l'islam et radicalisé, est intervenue. Un fanatique qui poignarde à mort quatre de ses collègues dans le sanctuaire sécuritaire de la capitale française. De quoi nourrir la thèse d'Eric Zemmour selon laquelle «l'islam est une religion totalitaire qui prend en charge les individus»...

Commençons par le début. Nous avons, dans *Le Temps,* donné la parole au polémiste en octobre 2018, la veille de sa venue à Genève. «Je redoute la disparition de la France», nous avait-il expliqué, estimant que la France «est assiégée et doit être défendue». Rappelons aussi qu'Eric Zemmour a été définitivement condamné, en septembre, à 3000 euros d'amende pour «provocation à la haine religieuse» après des propos anti-musulmans tenus en 2016.

Faut-il, à partir de là, instruire son procès, comme le fait Gérard Noiriel, qui le compare, avec force références, au pamphlétaire antisémite Edouard Drumont, auteur en 1886 de *La France juive*? Faut-il voir dans l'agressivité politico-éditoriale de Zemmour ce «combat identitaire mené, comme à l'époque de Drumont, au nom d'une autre histoire de France, afin de révéler aux Français des vérités que les historiens de métier, dans leur acharnement à déconstruire la nation, s'ingénient à occulter»? En bref, Eric Zemmour est-il un dangereux manipulateur dont les best-sellers «ne fournissent aucune référence à l'appui de sa démonstration, s'attribuant tous les mérites d'une découverte subversive que l'intelligentsia progressiste et les islamo-gauchistes s'évertueraient à cacher»?

A se plonger dans deux ouvrages récents de l'intéressé – *Le Suicide français* (2016) et *Destin français* (2018) – et à scruter l'actualité de l'Hexagone, le réquisitoire de Gérard Noiriel rate à mon sens deux éléments.

Le premier est qu'Eric Zemmour ne peut pas être réduit à ses attaques contre l'islam. Même s'il campe désormais – médiatisation oblige – sur le front anti-islamisme aux côtés de Marion Maréchal-Le Pen, au point d'évoquer une possible ambition politique, le polémiste est surtout obsédé par la «déliquescence» de la France. Les musulmans, présentés comme conquérants et envahissants, ne sont qu'une de ses cibles. Zemmour est antimondialisation et anti-Bruxelles. Sa plume rêve de Jeanne d'Arc. Il défend les valeurs familiales. Il se dit méritocrate. En ceci, son positionnement est populiste-conservateur-machiste. Zemmour aime l'ordre quand Drumont avait pour seul idéal social de se débarrasser des Juifs. Ce réactionnaire est d'abord l'homme de la France d'hier, pour qui les ploutocrates industriels-pollueurs-chasseurs vaudront toujours mieux que les gourous véganes de la Silicon Valley.

Le deuxième élément qui doit faire réfléchir est l'acuité du regard zemmourien. Drumont, dans les années 1890, grossissait et caricaturait un prétendu problème dont peu de Français de l'époque ressentaient les effets: celui de la soi-disant domination des Juifs. Drumont inventait, à partir de Paris, une France en danger. Or Zemmour, lui, grossit le trait d'une réalité que vivent beaucoup de ses compatriotes, sur l'ensemble du territoire. Le port du voile intégral dans les espaces publics. Les employés musulmans masculins qui cessent de serrer la main aux femmes. Les quartiers-ghettos, tenus en main par les caïds salafistes. La capacité des islamistes extrémistes à dissimuler leurs intentions (en usant de la fameuse *takiya*).

C'est là qu'intervient la tuerie de la préfecture de police de Paris. Quelles que soient les futures révélations sur le parcours du tueur converti Mickaël Harpon, la preuve est faite que les Français ont de bonnes raisons d'être angoissés par ce venin-là.

Cela n'excuse aucune des saillies racistes et discriminatoires du pamphlétaire Zemmour. Cela n'enlève rien à ses manipulations, à ses mensonges et à ses détestables anathèmes. N'oublions juste pas, avant de le vilipender, que ses questions sont partagées par de nombreux Français. Or à ces interrogations, le procès de leur auteur n'apporte aucune réponse.

RICHARD WERLY, PARIS
@LTwerly